7110 : résumé

Le projet de loi porte exécution du règlement (UE) n°511/2014 du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l’Union du Protocole de Nagoya sur l’accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

Le Protocole de Nagoya est un accord international sur la biodiversité. Il a été adopté par la dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique des Nations unies, le 29 octobre 2010 à Nagoya et a fait l’objet de la loi d’approbation du 27 février 2015. Le Protocole vise à favoriser la protection de la biodiversité et à encadrer l’exploitation des ressources génétiques entre les pays détenteurs de ces ressources et les industries utilisatrices afin d’aller vers plus d’équité et de sécurité juridique dans l’utilisation de ces ressources. En se fondant sur le principe de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, y compris les ressources génétiques, le Protocole dispose qu’il n’est désormais plus possible d’utiliser la richesse génétique d’un pays sans obtenir son consentement et lui offrir une contrepartie définie d’un commun accord.

Le règlement (UE) n°511/2014 oblige les utilisateurs à s’assurer que l’accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles qui y sont associées s’est fait en conformité avec les dispositions légales en vigueur dans le pays d’origine et que le partage des avantages découlant de leur utilisation est juste et équitable. Les utilisateurs sont également tenus de déclarer qu’ils ont fait preuve de la diligence nécessaire requise par le règlement ou qu’ils en feront preuve à l’avenir. Le règlement prévoit des sanctions à l’égard des contrevenants. Le règlement vise également à aider les chercheurs et les industriels à respecter les règles établies. Les bonnes pratiques sectorielles joueront un rôle essentiel et les associations d’utilisateurs pourront demander la reconnaissance officielle de bonnes pratiques en matière d’accès et de partage des avantages, les codes de conduite déjà mis en place en la matière dans le secteur universitaire et différentes industries pouvant servir de point de départ.